ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 13 octobre 1980, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973 ainsi que de l'Amendement, adopté à Bonn le 22 juin 1979", a donné le 3 décembre 1980 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e oktober 1980 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten, en van de Bijlagen, opgemaakt te Washington op 3 maart 1973 alsmede van de Wijziging van de Overeenkomst, aangenomen te Bonn op 22 juni 1979", heeft de 3e december 1980 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

La convention que le projet tend à soumettre à l'assentiment des Chambres a pour but de protéger les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, en soumettant leur commerce, sur le plan international, à un ensemble de règles.

Les régimes prévus varient, dans une certaine mesure, selon que l'espèce est inscrite à l'annexe I, à l'annexe II ou à l'annexe III de la convention. Mais ces régimes comprennent tous un élément fondamental commun : ils subordonnent à la délivrance et à la présentation préalables d'un permis - ou, du moins, d'un certificat -, l'importation, l'exportation ou la réexportation d'un spécimen d'une espèce visée par la convention. Tel est l'objet des articles III à V de celle-ci. Ces articles fixent des "conditions" pour les permis et certificats, actes auxquels l'article VI rend applicables des dispositions complémentaires. L'article VII établit des dérogations aux règles générales prévues par la convention.

En raison de leur objet, les dispositions contenues aux articles I à VII de la convention ne peuvent être considérées comme imposant par elles-mêmes des obligations aux personnes relevant de la juridiction de la Belgique. En effet, ces dispositions, qui prévoient la délivrance de permis ou de certificats, supposent nécessairement, avant leur mise à exécution, qu'une autorité belge prenne les dispositions requises pour organiser ce régime.

De l'analyse des articles I à VII de la convention, il ressort donc que celle-ci n'a pas le caractère d'un

.../...

"traité directement applicable". Cette conclusion est corroborée par le texte de l'article VIII, qui énonce : "Les Parties prennent les mesures appropriées en vue de la mise en application des dispositions de la présente convention ainsi que pour interdire le commerce de spécimens en violation de ses dispositions". Il ajoute : "Ces mesures comprennent : - a) des sanctions pénales frappant soit le commerce, soit la détention de tels spécimens, ou les deux; - b) la confiscation ou le renvoi à l'Etat d'exportation, de tels spécimens".

Le texte de l'article VIII fait ainsi apparaître que la convention a pour objet, non d'introduire des règles déterminées dans le droit interne des Etats contractants, mais d'imposer à ceux-ci de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'application de la convention, en leur laissant une certaine liberté dans le choix des mesures à prendre et en prévoyant même, sur certains points, une faculté d'option.

Le délégué du Ministre a, d'ailleurs, fait savoir au Conseil d'Etat que le Gouvernement se proposait de déposer un projet de loi contenant les dispositions requises pour assurer l'exécution de la convention. Ce dernier élément confirme surabondamment que celle-ci n'a pas le caractère d'un traité directement applicable.

OBSERVATIONS RELATIVES A L'ARTICLE 2.

L'article 2 du projet dispose comme suit :

.../...

"Article 2.-

Le Roi prend les mesures que requiert l'exécution de la Convention".

A. En ce qui concerne l'exécution de la convention.

Comme l'écrit M. le Président MASQUELIN, "à la question de savoir si le Roi peut prendre des mesures réglementaires ayant pour but de procurer l'exécution d'un traité, il ne peut ..., en principe, être répondu affirmativement que si les dispositions à prendre sont de celles qui entrent dans les attributions que la Constitution ou une loi d'habilitation confèrent au Roi" (1).

Dès lors, à défaut d'une loi d'habilitation, le Roi ne peut pourvoir à l'exécution d'un traité par l'exercice d'un pouvoir réglementaire que dans les matières où Il détient un tel pouvoir directement en vertu de la Constitution. Par exemple, sur la base des articles 29 et 66, le Roi peut prendre des mesures qui concernent l'organisation de l'administration générale du Royaume.

Telle est la raison pour laquelle la multiplication du nombre de traités et l'importance de beaucoup de ceux-ci ont eu pour conséquence que les dispositions législatives attribuant au Roi des pouvoirs particuliers en vue d'assurer l'exécution d'un traité sont devenues beaucoup plus fréquentes.

.../...

---

(1) J. MASQUELIN "Les pouvoirs du Roi en matière d'exécution des traités", Ann. Dr. 1967, pp. 55-62, spécialement p. 57; (REPERTOIRE PRATIQUE DE DROIT BELGE, Tome XIV, V° Traités internationaux, n° 343).

Voir également :

Avis du Conseil d'Etat sur le projet devenu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable (Doc. parl. Ch. sess. extr. 1968, n° 89/1) (Pasinomie 1969, pp. 78-79).

En se bornant à quelques exemples, on citera : l'article ler de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par route, par chemin de fer ou par voie navigable; l'article unique de la loi du 20 juillet 1973 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de marchés de travaux, de fournitures et de services passés par les services publics; l'article 2 de la loi du 24 novembre 1975 approuvant la Convention du 20 octobre 1972 sur le règlement international pour prévenir les abordages en mer; l'article ler de la loi du 4 avril 1980 contenant délégation de pouvoirs pour assurer l'exécution des directives du Conseil des Ministres des Communautés européennes relatives à l'art de guérir (1).

Avant l'entrée en vigueur de la loi d'exécution de la Convention dont l'adoption est, comme il a été indiqué, prévue par le Gouvernement, le caractère et l'économie de la convention d'une part, et les termes extrêmement généraux de l'article 2 du présent projet, d'autre part, auront pour conséquence que cet article pourrait être interprété comme attribuant au Roi des pouvoirs plus étendus que ne le permet la Constitution.

En effet, selon les termes généraux dans lesquels il est rédigé, l'article 2 habilite le Roi, sans fixer aucune limite aux pouvoirs conférés, à prendre toutes les mesures requises pour l'application de la Convention.

Ces mesures pourraient même comprendre les "sanctions pénales" prévues par l'article 8.

.../...

---

(1) M.B. 21 mai 1980.

Or on sait qu'aux termes de l'article 9 de la Constitution, nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi. Si les lois du 18 février 1969 et du 24 novembre 1975 ont attribué au Roi un large pouvoir réglementaire en vue d'assurer l'exécution de traités déterminés, elles ont fixé elles-mêmes les peines applicables en cas d'infraction aux arrêtés pris dans l'exercice de ce pouvoir. Dans certains cas, le législateur a sans doute confié au Roi le pouvoir de créer des infractions et d'établir des peines; mais, en semblables cas, pour ne pas méconnaître le principe inscrit à l'article 9 de la Constitution, le législateur doit, du moins, mettre des bornes à l'habilitation qu'il donne au Roi (1).

Le texte du présent projet n'assignant aucune limite aux pouvoirs du Roi et aucun projet de loi d'exécution de la convention n'ayant fait l'objet d'une demande d'avis, force est de conclure que l'article 2 prête à une interprétation incompatible avec l'article 9 de la Constitution.

Pour écarter cette objection d'inconstitutionnalité, ainsi d'ailleurs que pour rendre la portée de l'article 2 conforme aux véritables intentions du Gouvernement, il y a lieu de définir de manière précise les pouvoirs que l'article tend à attribuer au Roi.

Pour atteindre plus aisément cet objectif et pour assurer d'une manière plus rationnelle la mise en application de la convention, il conviendrait de transférer dans le projet les dispositions habilitant le Roi à exécuter la convention dans une mesure à déterminer.

.../...

---

(1) Voir, par exemple, l'article 2 de la loi du 4 avril 1980.

B. En ce qui concerne l'approbation des modifications apportées aux annexes à la convention.

Selon l'analyse de l'article 2 du projet, contenue dans l'exposé des motifs, les mesures que le Roi est habilité à prendre comprennent celles qui sont "nécessaires pour rendre applicables en Belgique les modifications apportées aux annexes, soit lors d'une session de la conférence des Parties contractantes, soit dans l'intervalle des sessions par la procédure du vote par correspondance, en exécution des articles XI et XVI de la Convention".

Les annexes I, II et III, dont la convention permet la modification, consistent exclusivement en des listes d'espèces de faune et de flore sauvages.L'article 2 du projet a notamment pour objet d'attribuer au Roi, de manière implicite, le pouvoir d'approuver les changements apportés auxdites annexes de la convention. Ce pouvoir concerne des mesures techniques et n'a qu'une portée restreinte. Ayant un tel objet, la disposition peut être admise.

Mais la disposition devrait énoncer en termes exprès l'objet qui vient d'être indiqué. A cet effet, le Gouvernement pourrait s'inspirer de l'article 2, § 2, de la loi du 24 novembre 1975 approuvant la convention du 20 octobre 1972 sur le règlement international pour prévenir des abordages en mer.

OBSERVATION RELATIVE A L'ARTICLE 3.

L'article 3 est rédigé comme suit :

"Article 3.-

Les organes de gestion au sens de la Convention sont le service vétérinaire et le service de la protection des végétaux du Ministère de l'Agriculture, respectivement en ce qui concerne les spécimens d'animaux et de plantes".

Bien que nombre de lois d'assentiment contiennent des dispositions semblables, il serait plus conforme à l'économie de la Constitution de laisser au Roi le pouvoir de désigner les services administratifs qui seront, pour l'application de la convention, les "organes de gestion" nationaux prévus par celle-ci (1).

OBSERVATIONS COMPLEMENTAIRES.

I. Aux termes de l'article 6, § 1er, III, 2°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les régions flamande et wallonne sont compétentes pour "la protection et la conservation de la nature, à l'exception de l'importation, de l'exportation et du transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles".

La convention et l'amendement à celle-ci ont été adoptés avant l'entrée en vigueur de ladite loi spéciale.

A l'avenir, s'il était proposé d'apporter de nouvelles modifications à la convention et si celles-ci concernaient des espèces indigènes existant en Région flamande ou en Région wallonne, l'Exécutif de la Région intéressée

.../...

---

(1) Voir : Répertoire pratique de droit belge, Tome XIV, V° Traités internationaux, n° 345.

devrait être associé à la négociation de l'accord international conformément à l'article 81 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

II. L'article XXIII de la convention permet à chacun des Etats signataires de formuler des réserves spéciales, en déposant son instrument de notification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Ces réserves spéciales ne peuvent se rapporter qu'à :

a) toute espèce inscrite aux annexes I, II ou III;

b) toutes parties ou tous produits obtenus à partir d'un animal ou d'une plante d'une espèce inscrite à l'annexe III.

Si le Gouvernement avait l'intention de formuler de telles réserves, il se recommanderait qu'il en informe les Chambres législatives, afin que celles-ci soient pleinement éclairées sur la portée de l'assentiment qu'elles sont appelées à donner.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De overeenkomst waarvoor het ontwerp de instemming van de Kamers bedoelt te verkrijgen, strekt tot bescherming van de bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten, door de handel erin, op internationaal niveau, aan een aantal regels te onderwerpen.

De vastgestelde regelingen verschillen enigermate al naar de soort opgenomen is in bijlage I, in bijlage II of in bijlage III van de overeenkomst. Een hoofdkenmerk hebben al die regelingen echter gemeen : zij eisen voorafgaande verlening en overlegging van een vergunning - of althans van een certificaat -, voor de invoer, de uitvoer of de wederuitvoer van een specimen van een in de overeenkomst bedoelde soort. Daarover handelen de artikelen III tot V van de overeenkomst. Zij stellen "voorwaarden" wat betreft de vergunningen en certificaten, op welke stukken artikel VI dan aanvullende bepalingen toepasselijk verklaart. Artikel VII voorziet in uitzonderingen op de in de overeenkomst gestelde algemene regels.

Wegens hun onderwerp kunnen de bepalingen van de artikelen I tot VII van de overeenkomst niet worden geacht uit zichzelf verplichtingen op te leggen aan hen die onder de Belgische rechtsmacht vallen. Die bepalingen immers, die in de afgifte van vergunningen of certificaten voorzien, veronderstellen uit de aard der zaak dat een Belgische overheid, voor ze in werking worden gesteld, de voorzieningen treft die voor het organiseren van die regeling vereist zijn.

Ontleding van de artikelen I tot VII van de overeenkomst wijst uit dat deze geen "rechtstreeks toepasselijk verdrag" is. Die conclusie vindt steun in de tekst van artikel VIII : "De Partijen nemen gepaste maatregelen om de bepalingen

.../...

van deze Overeenkomst uit te voeren en de handel in specimens waarbij deze worden overtreden, te verbieden". Het artikel vervolgt : "Deze maatregelen omvatten : - a) het strafbaar stellen van de handel in of het bezit van dergelijke specimens, of beide; - b) het treffen van voorzieningen ter verbeurdverklaring of terugzending aan de Staat van uitvoer van dergelijke specimens".

Uit de tekst van artikel VIII blijkt dus dat de overeenkomst niet tot doel heeft bepaalde regels in te voeren in het interne recht van de Verdragsluitende Staten, maar die Staten te verplichten de nodige voorzieningen te treffen voor de toepassing van de overeenkomst, waarbij hun enige vrijheid wordt gelaten in de keuze van de te nemen maatregelen en hun zelfs op bepaalde punten verschillende mogelijkheden worden geboden.

De gemachtigde van de Minister heeft trouwens aan de Raad van State laten weten dat de Regering voornemens is een ontwerp van wet in te dienen houdende de voorzieningen die voor de uitvoering van de overeenkomst vereist zijn. Dit laatste gegeven bevestigt ten overvloede dat de overeenkomst niet het karakter van een rechtstreeks toepasselijk verdrag vertoont.

OPMERKINGEN BETREFFENDE ARTIKEL 2.

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 2.-

De Koning neemt de maatregelen die voor de uitvoering van de Overeenkomst vereist zijn".

A. Wat de uitvoering van de overeenkomst betreft.

.../...

In dit verband schrijft voorzitter MASQUELIN : "à la question de savoir si le Roi peut prendre des mesures réglementaires ayant pour but de procurer l'exécution d'un traité, il ne peut ..., en principe, être répondu affirmativement que si les dispositions à prendre sont de celles qui entrent dans les attributions que la Constitution ou une loi d'habilitation confèrent au Roi" (1).

Bij ontstentenis van een machtigingswet kan de Koning dus in de uitvoering van een verdrag door het uitoefenen van een verordeningsbevoegdheid slechts voorzien in aangelegenheden waarin Hij een zodanige bevoegdheid rechtstreeks aan de Grondwet ontleent. Zo kan Hij, op grond van de artikelen 29 en 66, maatregelen nemen betreffende de organisatie van 's Rijks algemeen bestuur.

Het toenemend aantal verdragen en de omvang van vele daarvan hebben dan ook tot gevolg gehad dat het veel vaker voortkomt dat wetsbepalingen aan de Koning bijzondere machten verlenen met het oog op de uitvoering van een verdrag.

Enkele voorbeelden zijn : artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg; het enig artikel van de wet van 20 juli 1973 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en besluiten in zake overheidsopdrach-

---------- .../...

(1) J. MASQUELIN "Les pouvoirs du Roi en matière d'exécution des traités", Ann. Dr. 1967, blz. 55-62, inzonderheid blz. 57; ("REPERTOIRE PRATIQUE DE DROIT BELGE, Tome XIV, V° Traités internationaux", nr 343).

Zie ook :
Advies van de Raad van State over het ontwerp waaruit ontstaan is de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten in zake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg (Gedr. St., Kamer, buit. zitt. 1968, nr 89/1).

ten voor werken, leveringen en diensten; artikel 2 van de wet van 24 november 1975 houdende goedkeuring van het verdrag van 20 oktober 1972 in zake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee; artikel 1 van de wet van 4 april 1980 betreffende overdracht van bevoegdheden voor de uitvoering van de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de dierengeneeskunde (1).

Vóór de inwerkingtreding van de wet tot uitvoering van de overeenkomst, in de goedkeuring waarvan de Regering, zoals gezegd is, voorziet, zullen enerzijds het karakter en de economie van de overeenkomst, anderzijds de uiterst algemene bewoordingen van artikel 2 van het onderhavige ontwerp meebrengen dat dit artikel zo kan worden geïnterpreteerd dat het aan de Koning een ruimere bevoegdheid verleent dan de Grondwet toestaat.

Met zijn algemene bewoordingen machtigt artikel 2 de Koning immers, zonder op de verleende bevoegdheid enige beperking te leggen, tot het nemen van alle maatregelen die voor de toepassing van de overeenkomst vereist zijn.

Die maatregelen zouden zelfs de in artikel VIII bedoelde strafrechterlijke sancties kunnen omvatten.

Nu kan luidens artikel 9 van de Grondwet geen straf worden ingevoerd dan krachtens de wet. De wetten van 18 februari 1969 en 24 november 1965 hebben aan de Koning weliswaar een ruime verordeningsbevoegdheid toegekend met het oog op de uitvoering van bepaalde verdragen, maar de straffen op overtreding

---

.../...

(1) Belgisch Staatsblad 21 mei 1980.

van de besluiten genomen bij het uitoefenen van die bevoegdheid hebben zij zelf bepaald. Wel heeft de wetgever in sommige gevallen de Koning de bevoegdheid gegeven om bepaalde feiten strafbaar te stellen; maar dan moet hij, wil hij het beginsel van artikel 9 van de Grondwet niet miskennen, op zijn minst grenzen stellen aan de machtiging die hij aan de Koning verleent (1).

De tekst van het onderhavige ontwerp stelt geen enkele beperking aan 's Konings bevoegdheid en over geen enkel ontwerp van wet tot uitvoering van de overeenkomst is advies gevraagd, zodat moet worden geconcludeerd dat artikel 2 vatbaar is voor een interpretatie die niet bestaanbaar is met artikel 9 van de Grondwet.

Om dit grondwettigheidsbezwaar uit de weg te gaan en ook om de draagwijdte van artikel 2 te doen beantwoorden aan de werkelijke bedoeling van de Regering, moeten de bevoegdheden welke het artikel aan de Koning bedoelt te verlenen, nauwkeurig worden bepaald.

Dit doel zal gemakkelijker worden bereikt, en de overeenkomst zal op een meer rationele wijze toepasbaar worden gemaakt, als de bepalingen die de Koning machtigen om de overeenkomst in een te bepalen mate uit te voeren, in het ontwerp opgenomen worden.

B. Wat de goedkeuring van de wijzigingen aan de bijlagen van de overeenkomst betreft.

Volgens de ontleding van artikel 2 van het ontwerp in de memorie van toelichting behoren tot de maatregelen die

---

.../...

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 2 van de wet van 4 april 1980.

de Koning kan nemen, die welke "vereist zijn voor het toepasselijk maken in België van de wijzigingen die aan de bijlagen worden aangebracht, ofwel tijdens een zitting van de conferentie der Verdragsluitende Partijen, ofwel in de tijdspanne tussen de zittingen, door de procedure van schriftelijke stemming, in uitvoering van de artikelen XI en XVI van de Overeenkomst".

De bijlagen I, II en III, waarvan de overeenkomst de wijziging toestaat, bestaan uitsluitend uit lijsten van in het wild levende dier- en plantesoorten. Artikel 2 van het ontwerp heeft onder meer tot doel aan de Koning impliciet de bevoegdheid te verlenen om de in die bijlagen van de overeenkomst aangebrachte wijzigingen goed te keuren. Die bevoegdheid betreft technische maatregelen en heeft slechts een beperkte draagwijdte. Daar de bepaling een zodanig doel heeft, kan zij worden aanvaard.

De bepaling zou het opgegeven doel echter uitdrukkelijk moeten vermelden. Te dien einde zou de Regering zich kunnen laten leiden door artikel 2, § 2, van de wet van 24 november 1975 tot goedkeuring van het verdrag van 20 oktober 1972 in zake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee.

OPMERKING BETREFFENDE ARTIKEL 3.

Artikel 3 luidt :

"Artikel 3.-

De beheersorganen die door de Overeenkomst bedoeld worden zijn de diergeneeskundige dienst en de dienst plantenbescherming van het Ministerie van Landbouw, respektievelijk wat de specimens van dieren en planten betreft".

.../...

Ofschoon soortgelijke bepalingen in tal van instemmingswetten voorkomen, zou het meer met de economie van de Grondwet stroken indien het aan de Koning overgelaten werd administratieve diensten aan te wijzen die voor de toepassing van de overeenkomst de daarin bedoelde nationale "beheersorganen" zullen zijn (1).

BIJKOMENDE OPMERKINGEN.

I. Luidens artikel 6, § 1, III, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn het Vlaamse en het Waalse Gewest bevoegd voor "de natuurbescherming en het natuurbehoud, met uitzondering van de in-, uit- en doorvoer van uitheemse plantensoorten venals van uitheemse diersoorten en hun krengen".

De Overeenkomst en de Wijziging ervan zijn goedgekeurd vóór de inwerkingtreding van die bijzondere wet.

Mochten in de toekomst nieuwe wijzigingen aan de Overeenkomst worden voorgesteld en mochten deze betrekking hebben op inheemse soorten die in het Vlaamse of in het Waalse Gewest voorkomen, dan zou de Executieve van het betrokken Gewest bij de onderhandelingen over het internationale akkoord moeten worden betrokken overeenkomstig artikel 81 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

.../...

(1) Zie : "Répertoire pratique de droit belge, Tome XIV, V° Traités internationaux", nr 345.

II. Krachtens artikel XXIII van de Overeenkomst kan elke Verdragsluitende Staat bij de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bijzonder voorbehoud maken.

Dat voorbehoud kan betrekking hebben op :

a) elke in Bijlage I, II of III opgenomen soort; of op

b) alle delen van of alle produkten verkregen uit een dier of een plant van een in Bijlage III opgenomen soort.

Mocht de Regering voornemens zijn een dergelijk voorbehoud te maken, dan zou zij de Wetgevende Kamers daarvan op de hoogte kunnen brengen opdat deze ten volle voorgelicht zijn omtrent de draagwijdte van de gevraagde instemming.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter,
		Ch. HUBERLANT, P. KNAEPEN,	conseillers d'Etat, staatsraden,
		P. DE VISSCHER, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: :	J. TRUYENS,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.